

00395

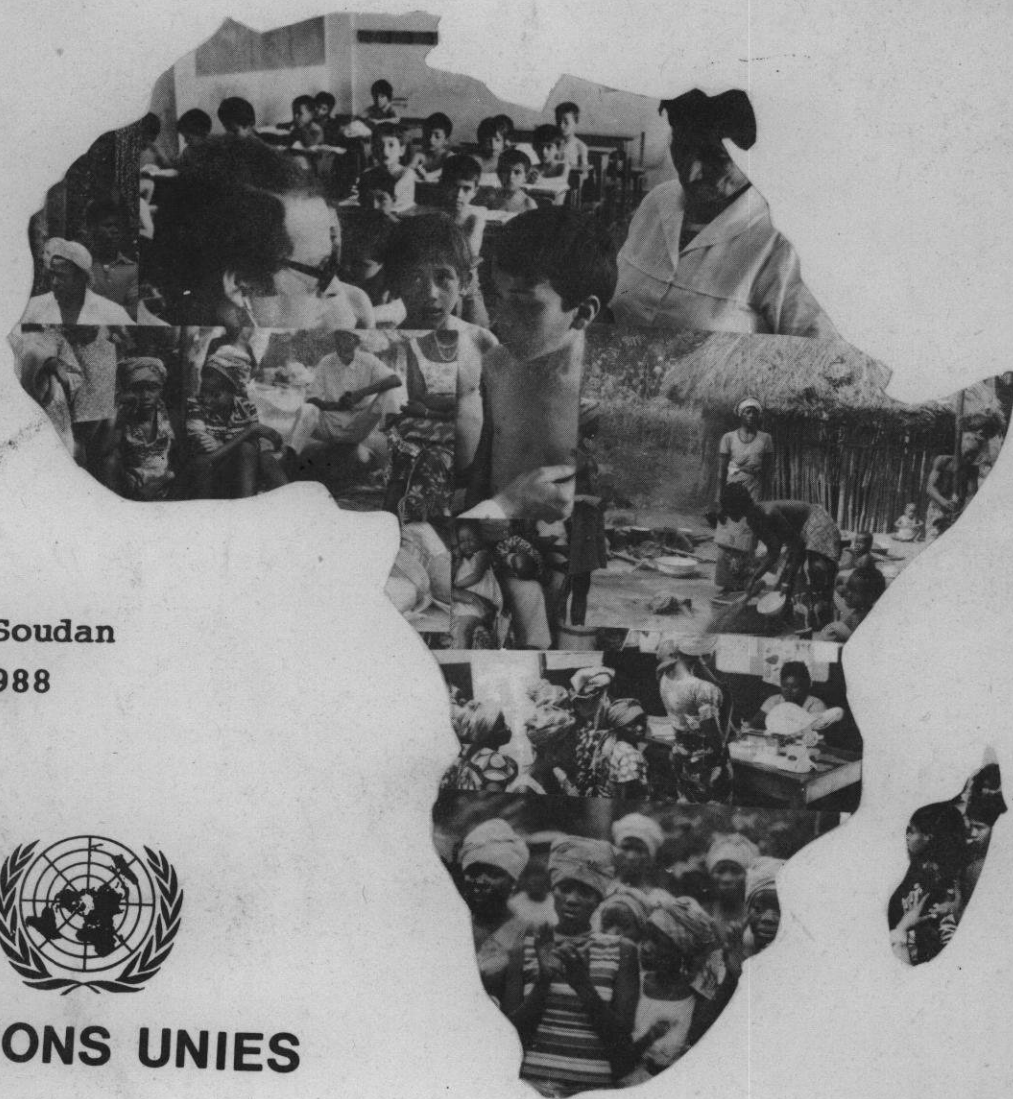
ECA/ICHD/88/46

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FACTEUR HUMAIN DANS LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

L'INCIDENCE DE LA CRISE ECONOMIQUE
SUR LES TRAVAILLEUSES AFRICAINES

par

Organisation internationale du Travail



Khartoum (Soudan)

5-8 mars 1988



NATIONS UNIES

Conférence internationale sur
"Le facteur humain dans le
redressement économique et
le développement de l'Afrique
Khartoum, Soudan
5-8 mars 1988

L'INCIDENCE DE LA CRISE ECONOMIQUE
SUR LES TRAVAILLEUSES AFRICAINES
par
Organisation internationale du Travail

A. EXAMEN D'ENSEMBLE DE LA SITUATION DES TRAVAILLEUSES AFRICAINES

1. En Afrique, les femmes ont toujours joué un rôle important dans la production de biens et de services, mais la nature et l'ampleur de leur participation à l'activité économique ont beaucoup évolué qualitativement et quantitativement ces dernières décennies. Selon les estimations et les projections du BIT les plus récentes, près de 75 millions de femmes sur les 279 millions que compte l'Afrique étaient enregistrées comme économiquement actives en 1985. Ce chiffre représentait près de 27 p. 100 de la population féminine totale du continent et 35 p. 100 du total de la population active. En 1980, les travailleuses africaines se répartissaient comme suit : 46,6 p. 100 dans l'industrie, 40,3 p. 100 dans l'agriculture, 30,5 p. 100 dans les services. Par rapport à 1970, leurs effectifs avaient légèrement diminué dans l'agriculture et augmenté dans les deux autres secteurs 1/.

a) Les femmes dans l'agriculture

2. Si l'on prend l'ensemble du continent, il y a plus de femmes que d'hommes qui travaillent dans l'agriculture. Il en est ainsi dans tous les pays d'Afrique occidentale (sauf le Burkina Faso, le Ghana et le Togo), d'Afrique orientale (sauf la Réunion) et d'Afrique centrale (sauf l'Angola et la Guinée équatoriale), ainsi que dans trois pays d'Afrique australe (Botswana, Lesotho et Swaziland). En Afrique du Nord, s'il semble qu'une faible proportion de femmes travaillent dans l'agriculture, cela est dû à la sous-estimation de l'effectif des femmes participant comme travailleuses familiales aux activités agricoles.

3. La proportion de femmes qui travaillent à leur compte varie beaucoup d'un pays à un autre puisqu'elle peut être négligeable ou majoritaire. Dans certains pays, la plus grande partie des femmes travaillant à leur compte sont occupées dans le secteur agricole, comme c'est le cas pour les hommes; dans d'autres, la majorité des femmes actives sont enregistrées sous la rubrique "travail familial non rémunéré". Dans cette dernière catégorie, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans tous les pays. La main-d'oeuvre familiale non rémunérée est surtout une main-d'oeuvre agricole.

4. L'évolution récente a rendu le travail agricole des femmes de plus en plus difficile. Les changements intervenus dans les formes de culture, le déboisement, la désertification et les problèmes démographiques limitent l'accès des femmes à la terre. Alors que les techniques modernes permettent souvent aux hommes de cultiver de plus grandes superficies, elles ont habituellement pour conséquence d'accroître la charge de travail des femmes. Ces dernières continuent à désherber, à moissonner et à charrier de l'eau sans bénéficier des innovations techniques.

5. Ces points pourraient être de nature à modifier considérablement la planification de la production agricole si l'on veut atteindre l'objectif de l'autosuffisance alimentaire dans un avenir relativement proche. Par exemple, les informations sont encore insuffisantes en ce qui concerne la portée et la nature exactes de la participation des femmes à la production alimentaire. Les données statistiques excluent souvent divers aspects du

travail agricole des femmes et ne fournissent pas de renseignements concrets sur les tâches qu'elles accomplissent. C'est là un obstacle considérable pour l'adaptation de la planification du développement. Un autre obstacle est le statut social inférieur des femmes, lequel se traduit par une dévaluation du travail qu'elles accomplissent et par une allocation insuffisante des crédits de développement à la sphère d'activité des femmes, alors que leur travail est vital pour la collectivité.

b). Les travailleuses industrielles

6. La proportion de travailleuses dans l'industrie et les services a légèrement augmenté ces dernières années, mais des différences énormes subsistent entre les pays de la région; dans certains, il y a plus de femmes que d'hommes dans l'industrie, tandis que, dans d'autres, moins de 2 p. 100 des femmes actives travaillent dans l'industrie.

7. Les femmes trouvent des emplois dans la transformation et le conditionnement des produits alimentaires, l'industrie du tabac et la confection des vêtements, en partie en raison de l'habileté et de la dextérité manuelles qu'on leur attribue. Toutefois, leur emploi est souvent précaire (rémunération journalière, travail temporaire ou saisonnier) et on embauche de préférence des femmes illettrées, sans qualifications et non syndiquées. Ces industries offrent le plus souvent des emplois mal rémunérés, sans aucune sécurité, que beaucoup de femmes sont obligées d'accepter pour avoir un revenu monétaire leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux des personnes à leur charge.

8. Le progrès scientifique et technique a déjà exercé une forte influence sur la structure de l'emploi et sur les systèmes de formation et d'enseignement des institutions nationales africaines. A cet égard, des problèmes sérieux se sont posés lorsqu'il s'est agi de faire en sorte que les travailleurs profitent des connaissances scientifiques et des progrès techniques tout en protégeant leur emploi contre les conséquences négatives de cette évolution.

c) Les femmes dans le secteur des services

9. Alors que dans les pays industriels le secteur des services est nettement dominé par les femmes, en Afrique, l'afflux de travailleurs, et de femmes en particulier, dans le secteur des services ne fait que commencer.

10. Le nombre de femmes qui travaillent dans des bureaux et dans le commerce varie d'un pays à un autre : dans les pays en développement, les secrétaires et les enseignants appartiennent à des catégories professionnelles qui restent partagées entre hommes et femmes, mais ces professions tendent à se féminiser. Tel est le cas des enseignants dans les écoles secondaires en Afrique où le pourcentage de femmes est passé de 25 à 33 p. 100 entre 1975 et 1980 ^{2/}. Les services communautaires et sociaux et les services de santé de nombreux pays ont un personnel à forte proportion féminine car ils sont considérés comme relevant du domaine d'activité des femmes. Cependant, même dans ces professions, les femmes n'occupent que les emplois subalternes alors que

les échelons supérieurs sont presque exclusivement occupés par les hommes. Cela est particulièrement vrai dans le secteur de la santé, où les femmes sont généralement infirmières, etc., alors qu'on ne compte guère de directrices d'hôpital, de chirurgiennes, de techniciennes ou de femmes travaillant dans la recherche. Le plus souvent, la ségrégation professionnelle perceptible entre les hommes et les femmes se fait au détriment de ces dernières.

d) Les femmes dans le secteur non structuré

11. Malgré l'insuffisance des informations disponibles, on estime que, dans certaines villes africaines, ce secteur occupe de 50 à 60 p. 100 de la population active, en majorité des femmes ³/ . L'emploi dans ce secteur occupe une place importante tant dans les régions urbaines que dans les régions rurales et il s'étend à toutes les activités économiques. Son influence réelle sur le développement n'est pas encore bien comprise et son importance pour les possibilités de revenu des femmes n'est pas suffisamment prise en compte. Il est hors de doute que ce secteur, s'il offre des possibilités, comporte aussi des dangers pour les travailleurs. Il faudrait redoubler d'efforts pour établir une base de données suffisante sur les femmes et les hommes travaillant dans le secteur non structuré, et notamment sur les types des travaux accomplis, les revenus, l'applicabilité de la législation, la sécurité sociale, les conditions de travail, les liens avec le secteur structuré, les possibilités d'introduire les nouvelles techniques, la formation et la création de coopératives et de syndicats, afin de promouvoir l'élaboration de mesures de politique générale appropriées et efficaces pour améliorer les possibilités d'emploi et la situation des femmes dans ce secteur.

B. ACCÈS DES FEMMES A LA FORMATION ET A L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

12. Bien que la participation des femmes à l'activité économique, et le revenu qu'elles en tirent, soit essentielle pour le développement de l'Afrique, l'accès des femmes à la formation et à l'enseignement professionnels reste limité. Les traditions sociales, des moyens d'enseignement et de formation insuffisants et souvent inaccessibles, la nécessité pour les filles d'aider leur mère pour les travaux ménagers ou agricoles et les taux élevés d'abandons scolaires figurent parmi les facteurs qui contribuent à cette situation.

13. Dans la plupart des cas, l'emploi dans le secteur structuré n'a pas augmenté, ce qui signifie un chômage croissant pour les jeunes qui quittent l'école. En fait, dans beaucoup de pays des compressions de personnel ont lieu dans la fonction publique tandis que des réductions sont pratiquées sur les crédits de développement et les investissements privés, d'où une diminution considérable de la demande de main-d'oeuvre. Alors que les demandes d'emploi augmentent du fait que les jeunes ayant quitté l'école sont de plus en plus nombreux et que l'exode rural se poursuit, le marché de l'emploi urbain s'amenuise. En outre, de nombreux faits mettent en évidence l'inégalité entre les sexes dans le secteur moderne urbain, où un niveau plus élevé de scolarité et de formation est exigé; or les filles

continuent d'avoir accès moins facilement que les garçons à l'enseignement aux divers niveaux, en particulier aux niveaux supérieurs, et elles abandonnent l'école plus souvent, dans bien des cas en raison de la situation financière de la famille.

14. L'un des principaux obstacles à l'égalité d'accès des femmes à la formation professionnelle et technique et à la formation à la gestion tient à ce que l'on croit généralement que les programmes d'assistance destinés à l'ensemble de la population touchent aussi bien les hommes que les femmes, alors qu'ils excluent souvent la participation des femmes parce qu'elle n'a pas été prévue lors de la planification. Circonstance qui aggrave encore le problème de l'inégalité d'accès, la majeure partie de la formation professionnelle des femmes n'est pas liée à la planification nationale de la main-d'oeuvre et se pratique, en fait, en marge des grands programmes de formation.

15. Les informations dont on dispose indiquent une tendance générale à orienter les programmes de formation et d'enseignement des jeunes femmes vers les domaines domestiques, familiaux et traditionnellement féminins. Même s'il n'y a pas d'obstacle juridique à l'accès des jeunes filles et des jeunes femmes aux moyens existants de formation professionnelle et technique, dans la pratique des écarts existent entre les possibilités offertes aux filles et aux garçons. En outre, les matières dites "féminines" où les filles prédominent n'offrent que des possibilités économiques très limitées et restent généralement en marge du processus de développement. La ségrégation au stade de la formation se traduit souvent par la mise en place d'installations et de moyens de formation séparés pour les garçons et les filles. Même dans les établissements de formation qui sont mixtes en principe, les cours sont séparés pour les garçons et les filles. Les options ouvertes aux filles sont également limitées par la préparation insuffisante qu'elles reçoivent dans l'enseignement de type scolaire, de sorte que leur accès aux métiers dits "masculins" dans les programmes de formation professionnelle et sur le marché de l'emploi est des plus limités dès le départ. Traditionnellement, les garçons ont accès aux cours de menuiserie, de maçonnerie et de forge, et les filles à l'économie domestique qui offre des possibilités d'emploi limitées. L'accès des filles aux disciplines techniques et l'intérêt qu'elles leur portent sont souvent très limités.

C. LES FEMMES NOIRES ET L'APARTHEID

16. En Afrique du Sud, les travailleuses noires sont au plus bas de l'échelle dans le régime d'apartheid. L'oppression et la discrimination particulièrement perverses dont elles font l'objet ont leur origine dans plus de 2 000 lois raciales. Le gouvernement sud-africain a privé de leur nationalité et déporté des centaines de Noirs et a limité leur droit de vivre et de travailler dans les zones urbaines. Plus de 57 p. 100 des femmes noires, dont beaucoup subviennent seules aux besoins de leur famille, sont reléguées dans les bantoustans, où les emplois sont rares, mal rémunérés et dépourvus d'avantages sociaux. Les seuls auxquels elles puissent prétendre sont offerts par les exploitants agricoles blancs, souvent à titre saisonnier

pour les chantiers de construction et, occasionnellement, les entreprises limitrophes. Certaines femmes victimes de la misère et de la famine bravent les lois pour se rendre dans les villes où il est encore possible de survivre. Une fois sur place, elles sont en butte aux descentes de contrôle des laissez-passer, aux expulsions et aux arrestations dans le cadre du système de contrôle des entrées. En 1983, plus de 50 000 femmes noires ont été arrêtées en vertu de la loi sur les laissez-passer. Les femmes noires ne sont pas en mesure de remplir les multiples conditions requises pour obtenir la permission de vivre et de travailler dans les zones urbaines.

17. En Afrique du Sud, on estime que plus de 3 millions de gens, soit près de 25 pour cent de la population, sont actuellement au chômage, les Noirs, et parmi eux les femmes surtout, étant les plus touchés. Les statistiques disponibles sont incomplètes car des centaines de femmes qui se trouvent en chômage partiel ou total ne s'inscrivent pas auprès des agences de chômage de crainte d'être renvoyées dans leur "homeland". Les femmes noires sont majoritaires dans le groupe des pauvres. La crise économique et les augmentations des loyers, des denrées alimentaires et des tarifs des transports n'ont fait qu'aggraver leur situation déjà critique. La discrimination raciale affecte leur situation économique en restreignant leurs possibilités d'accès non seulement aux zones urbaines, mais aussi à l'enseignement et à la formation.

18. En Afrique du Sud, les femmes noires qui cherchent à se procurer un salaire n'ont guère d'autre choix que d'accepter des besognes ingrates, non qualifiées ou semi-qualifiées, dans les services domestiques ou l'agriculture. Les femmes noires travaillent dans les exploitations agricoles pour des salaires de misère ou en échange d'un simple petit lopin de terre à cultiver. Les exploitants agricoles préfèrent engager des femmes parce qu'ils peuvent les payer au minimum et exploiter leurs enfants comme main-d'oeuvre gratuite. Bien qu'on voie de plus en plus de femmes noires dans l'industrie, leur nombre est encore faible. Beaucoup de femmes employées dans ce secteur travaillent dans les entreprises limitrophes, occupant une main-d'oeuvre frontalière située à proximité ou à l'intérieur des bantoustans. Ces entreprises ne sont pas assujetties aux accords salariaux qui s'appliquent dans le reste de l'Afrique du Sud. Le taux d'activité des femmes dans l'industrie varie beaucoup selon la division et la stratification officielles de la population en groupes raciaux. L'emploi dans le secteur commercial a également augmenté, mais les femmes noires n'y occupent que les postes subalternes.

19. Les employées domestiques, qui comptent parmi les groupes les plus exploités, sont isolées, très mal payées et ne sont pas syndiquées. Elles ne sont pas autorisées à faire venir leur mari ou leurs enfants auprès d'elles. Elles doivent prendre soin des enfants de leurs employeurs, tandis que les leurs souffrent de malnutrition et manquent de soins et d'attention dans les "homelands". Le nombre des Africains des "homelands" qui n'ont pas le minimum vital est monté en flèche pour atteindre près de 9 millions. Le territoire du Lebowa, à lui seul, déclare que la moitié de ses 600 000 enfants souffrent de malnutrition à cause de la sécheresse, certes, mais

aussi en raison de la politique d'apartheid, des déplacements forcés, du chômage et des mesures qui les ont dépossédés de leurs terres. Le nombre d'heures de travail n'est pas réglementé. Les employés de maison n'ont ni augmentation annuelle, ni congé annuel, ni sécurité sociale, ni contrat, ni assurance maladie ou allocations familiales 4/.

D. L'INCIDENCE DE LA CRISE SUR LES FEMMES

20. S'il est vrai que les femmes sont souvent présentées comme les premières victimes de la crise économique, il ne fait aucun doute que la condition de la femme africaine en a pâti. En revanche, on admet beaucoup moins facilement, premièrement que la condition socio-économique des femmes favorise la crise et, deuxièmement, que les femmes sont un facteur important de reprise économique et de développement.

21. La contribution économique et sociale des femmes au développement de l'Afrique n'est pas négligeable. Les femmes africaines abattent en moyenne les deux tiers du travail agricole, et dans certains pays cette proportion peut atteindre 90 p. 100. Un nombre sans cesse croissant de femmes travaillent dans le secteur des services et dans l'industrie et les femmes sont plus nombreuses que les hommes à gagner leur vie en travaillant dans le secteur non structuré.

22. Les revenus que les femmes tirent de leur travail dans le secteur structuré ou non structuré ou d'un travail indépendant, tout comme leurs activités d'appoint non rémunérées comme l'agriculture de subsistance ou le ramassage de combustible, représentent une nécessité économique dans la plupart des ménages. Il est admis que plus la famille est pauvre, plus les revenus de la femme sont importants. Paradoxalement, la crise économique a rendu le revenu de la femme à la fois plus nécessaire et plus difficile. L'augmentation rapide du chômage chez les hommes et chez les femmes et la détérioration générale du niveau de vie déjà bas rendent les familles encore plus tributaires de la contribution économique des femmes. Du fait de la diminution de leur pouvoir d'achat, les femmes doivent travailler plus durement pour cultiver la terre ou ramasser du combustible et du fait de ce surcroît de travail, elles ont moins de temps pour gagner de l'argent pour la famille.

23. Du fait du partage traditionnel des tâches entre femmes et hommes, le manque à gagner et le surcroît de travail auxquels les femmes doivent faire face ont des conséquences désastreuses pour la famille. Les hommes et les femmes ne dépensant pas leurs revenus de la même façon, la consommation des ménages reflète leur part respective dans les dépenses totales et pas seulement la somme de leurs revenus. Etant donné que les revenus de la femme servent à satisfaire des besoins élémentaires comme la nourriture, toute diminution de ces revenus menace directement le bien-être physique de la famille, tout comme l'augmentation de sa charge de travail. Les femmes des campagnes qui consacrent trop de temps à la corvée de combustible et à la corvée d'eau ont moins de temps pour cultiver la terre et pour préparer et conserver la nourriture et les niveaux nutritionnels ont tendance à baisser.

24. La crise économique a réduit les possibilités d'emploi pour les deux sexes, mais surtout pour les femmes. Elle a provoqué l'appauvrissement des femmes et des ménages qui vivent principalement ou exclusivement de leurs revenus, ce qui a aggravé encore davantage les inégalités sociales, réduit le pouvoir d'achat de nombreux ménages, accru la charge de travail des femmes et accentué encore un peu plus leur marginalisation. Aujourd'hui, il est de plus en plus admis que l'appauvrissement de pans entiers de la société retarde le développement et, inversement, que l'augmentation de l'égalité accélère la croissance économique.

25. On peut donc dire que la faible productivité économique des femmes, la place insuffisante faite au travail des femmes dans la planification du développement, l'aggravation de la marginalisation et de l'appauvrissement des femmes et, la plupart du temps, la forte croissance démographique contribuent à la crise économique.

E. LES FEMMES: UN FACTEUR CAPITAL DE REPRISE ÉCONOMIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT

26. Le rôle important que les femmes jouent dans la production alimentaire est capital dans la recherche d'une solution à la crise. Beaucoup de pays africains dépensent une bonne partie de leurs devises pour importer des denrées alimentaires essentielles car, malgré l'importance qu'ils attachent à l'autosuffisance alimentaire, leurs déficits alimentaires sont souvent en augmentation. Les efforts faits pour résoudre les problèmes sont souvent insuffisants car certains aspects fondamentaux de la crise alimentaire sont négligés.

27. En Afrique, les deux tiers du travail agricole sont effectués par les femmes. Si les efforts de développement agricole portaient davantage sur celles qui travaillent effectivement la terre, la situation pourrait être améliorée. Il faut donc commencer par comprendre l'importance des femmes pour la production alimentaire et reconnaître et reconnaître que les efforts de développement n'ont pas les mêmes effets sur les femmes et sur les hommes. De plus, l'influence néfaste que certaines mesures ont sur les femmes peut aller jusqu'à annuler les effets bénéfiques qu'elles ont sur les hommes. C'est pourquoi les politiques et les programmes de développement doivent être conçus en fonction des groupes spécifiques qu'ils doivent atteindre. En ce qui concerne la production alimentaire, une bonne partie des efforts de développement agricole doivent porter sur les femmes.

28. Il faut tout d'abord accorder aux femmes un accès égal à la terre. La solution de la crise alimentaire passe donc par des réformes de structure et de politique qui donnent aux femmes accès au principal moyen de production alimentaire: la terre. Les femmes ont aussi besoin de formation, de techniques, de crédit et de débouchés. La sécurité alimentaire exige que tous les obstacles qui s'y opposent soient supprimés. Toutes les mesures d'ajustement devront être réexaminées pour s'assurer qu'elles ne diminuent encore davantage les possibilités offertes aux femmes de produire des aliments et de les conserver. A supposer que les femmes aient accès à tout ce que nous venons d'énumérer, mais qu'elles ne puissent en profiter à cause

de leur surcroît de travail, la production alimentaire de l'Afrique en pâtirait. Autrement dit, davantage de ressources destinées au développement devraient être consacrées aux domaines d'activité des femmes, par exemple la corvée d'eau ou de combustible et de nouvelles possibilités de gagner de l'argent devraient leur être proposées grâce à un ensemble de mesures. On peut se demander comment tout cela serait possible à un moment où les ressources sont rares. Et pourtant, la reprise économique nécessite des investissements qui ne pourront fructifier que si les priorités ont été correctement choisies.

29. Pour faciliter l'intégration complète des femmes dans le développement économique et social de l'Afrique, il faudrait s'efforcer d'encourager l'application effective des conventions et des recommandations internationales du travail dont le but est d'instaurer un climat social propice au développement économique et notamment l'application des principes énoncés dans les conventions de l'OIT, comme la convention (no 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; la convention (no 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; la convention (no 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981; et la convention (no 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952; et ceux énoncés dans la recommandation (no 150) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975.

30. Dans le domaine de la coopération technique, étant donné que de nombreux projets sont conçus et exécutés sans la participation des femmes, leur situation non seulement ne s'améliore pas, mais encore empire. Beaucoup reste à faire pour modifier la situation présente et encourager la participation pleine et entière des femmes au développement, aussi bien en qualité de protagonistes que de bénéficiaires.

31. Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi, adoptées en 1985, contenaient des recommandations concrètes sur les mesures et les programmes à entreprendre pour encourager l'autonomie des femmes et leur intégration pleine et entière dans le développement. La résolution sur l'égalité de chances et de traitement entre les travailleurs et les travailleuses en matière d'emploi, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 71e session (1985) énonce une série de mesures à prendre aux niveaux national et international afin d'améliorer la condition des travailleuses (voir annexe I). Les deux documents préconisent un modèle de développement qui favorise une croissance juste et équitable, fondée sur la justice et l'égalité dans les relations économiques internationales, afin de parvenir à une amélioration significative de la condition de la femme tout en renforçant sa contribution au développement et à la paix. La mise en oeuvre des recommandations contenues dans ladite résolution servirait à coup sûr le développement socio-économique de l'Afrique. Pour sa part, le BIT a entrepris toute une série d'activités en faveur des travailleuses. En ce qui concerne l'avenir, l'OIT a défini un "Plan d'action sur l'égalité de chances et de traitement entre les travailleurs et les travailleuses en matière d'emploi" qui servira de base à ses activités visant à l'application des recommandations énoncées dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi et de celles figurant dans la résolution de la Conférence (voir annexe II).

NOTES

1/ BIT: Population active - estimations 1950-2025, vol. V, Monde (résumé), troisième édition (Genève), 1986.

2/ BIT: L'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, rapport VII, Conférence internationale du Travail, 71e session, Genève, 1985, p. 15.

3/ Kathleen Newland: Women, men and the division of labour (Worldwatch Paper 37), mai 1980, p. 14.

4/ Brigalia Bam : "Les femmes noires et l'apartheid", dans Femmes au travail 2/1985 (BIT, Genève), pp. 29, 30 et 31.